

Sans protection

LA JEUNESSE BURUNDAISE APRÈS LE CONFLIT

Le Burundi est un pays qui, depuis longtemps, est ravagé par des vagues successives d'extrême violence. Il s'est libéré de son colonisateur belge en 1962. Par la suite, en 1965, 1972, 1988, 1991 et 1993, des épisodes cycliques de violence de masse ont éclaté, causant la mort de centaines de milliers de personnes, le déplacement de millions d'autres et l'instauration d'un climat de méfiance, de peur et de sous-développement extrême. Ces épisodes de violence sont tous nés de la non résolution de conflits et de contestations relatifs au contrôle du pouvoir et des ressources. Ils sont aussi le reflet des fractures ethniques profondes qui traversent le paysage politique du pays et qui ont été utilisées pour inciter la population à se livrer à des actes d'une extrême violence.

Au Burundi, la guerre civile s'est achevée il y a plus de dix ans, mais le pays est toujours rongé par l'insécurité.

Au Burundi, la guerre civile s'est achevée il y a plus de dix ans, mais le pays est toujours rongé par l'insécurité. Parmi les circonstances qui ont présidé au déclenchement du conflit armé, beaucoup sont encore d'actualité, notamment la pauvreté, le chômage, un accès limité de la population aux services de base et un espace politique de plus en plus restreint. Ces faiblesses structurelles persistent depuis vingt ans, malgré les investissements lourds concédés par l'aide internationale et les acteurs du développement dans les domaines du maintien de la paix, de la consolidation de la paix et de la réforme du secteur de la sécurité.

Les jeunes sont une catégorie particulièrement exposée aux conséquences de l'insécurité. Ayant vécu la plus grande partie de leur vie dans un contexte conflictuel et violent, ils et elles ont subi des pertes et des épreuves terribles. Beaucoup ont perdu des parents et des proches, leurs biens, leur santé et la possibilité d'accéder aux services de base dont l'éducation. Nombre d'entre eux ont dû quitter leur lieu de résidence et abandonner leurs terres. Pendant ou après le conflit, la jeunesse burundaise a été confrontée aux mêmes difficultés d'accès à l'éducation et aux services de santé, à l'insécurité alimentaire et à des obstacles en apparence insurmontables à l'obtention d'un emploi correctement rémunéré.

Faisant face à l'adversité, les jeunes du Burundi s'adaptent autant que possible aux circonstances et y parviennent avec des fortunes diverses. Ce chapitre décrit les tactiques qu'ils et elles mettent en œuvre pour accéder plus aisément aux ressources indispensables et garantir leur survie immédiate. Mais, à plus long terme, ces stratégies les exposent à des risques plus importants. Parmi ces jeunes, beaucoup tentent d'obtenir aide matérielle et protection par le biais du clientélisme. Si l'on se réfère à l'habitude prise par les élites politiques de recruter des jeunes pour commettre des actes de violence et d'intimidation, il est à craindre que la mobilisation actuelle de très nombreux membres par les sections jeunesse des partis, aussi bien au pouvoir que dans l'opposition, ne conduise à un regain de violence armée.

Les jeunes du Burundi adoptent des stratégies d'adaptation à haut risque, y compris celles qui les conduisent à la violence armée.



Des jeunes femmes au travail dans des champs de la province de Cibitoke, dans le nord du Burundi. Mars 2010. © Thierry Bresillon/Godong/Corbis



Au Burundi, des Imbonerakure (membres de la ligue des jeunes du parti au pouvoir) défilent dans le stade de Gitega. Septembre 2014. © Damien Roulette

Ce chapitre explore les perspectives offertes aux jeunes du Burundi et les effets délétères de ces années de violence et de pauvreté sur les éléments de contexte qui auraient pu, dans d'autres circonstances, les dissuader de commettre des actes de violence. Il analyse le lien entre violence armée et détresse matérielle ainsi que les stratégies adoptées par les jeunes pour composer avec les difficultés quotidiennes de la survie. Il est fondé sur les résultats d'une recherche de terrain originale menée auprès d'environ 500 jeunes Burundais et Burundaises entre 2012 et 2014. Les principales conclusions de ce chapitre sont les suivantes :

- Au Burundi, la menace que représente l'implication de la jeunesse du pays dans des actes de violence armée est toujours préoccupante. Cette violence juvénile perdure du fait de l'omniprésence de la pauvreté, des nombreux différends fonciers, des stratégies d'embrigadement des partis politiques et enfin de la présence encore d'actualité des armes utilisées pendant la guerre civile.
- À défaut de soutien familial, les jeunes du Burundi adoptent des stratégies d'adaptation à haut risque, y compris celles qui les conduisent à la violence armée.
- Les principaux projets élaborés par l'aide internationale pour reconstruire le pays après le conflit ont le plus souvent omis d'apporter le soutien nécessaire à ces jeunes, négligeant le fait qu'ils et elles sont les personnes les plus susceptibles de sombrer dans la violence armée.
- La vie politique locale et nationale, fondée sur l'opposition entre partis politiques, a contribué à créer un terrain propice à l'existence et à la perpétuation de la violence juvénile. Pour beaucoup de ces jeunes, la stratégie d'adaptation la plus accessible et la plus efficace consiste à rejoindre les sections jeunesse des partis politiques, même si cette option comporte des risques considérables à long terme.
- Les perspectives offertes aux jeunes du pays seraient nettement plus prometteuses – et leur propension à adopter des stratégies d'adaptation à haut risque nettement moins marquée – s'il leur était possible d'espérer gagner un salaire et subvenir à leurs besoins.

Pour analyser les modes d'adaptation des jeunes à l'omniprésence de la violence, il convient de tenir compte de la complexité de ces processus adaptatifs – dont les résultats peuvent n'être mesurables que plusieurs années plus tard – et d'adopter une double perspective à court et à long terme. Si le gouvernement, les instances dirigeantes, les décideur-e-s politiques et les praticien-ne-s souhaitent prévenir, ou au moins atténuer, les dommages causés par la violence armée, ils doivent impérativement donner la priorité à l'amélioration des perspectives offertes aux jeunes du pays. Le défi est d'envergure mais des progrès sont envisageables. Cependant, pour que la vie des jeunes du Burundi change véritablement, il sera nécessaire de mettre en place des actions concertées, de faire preuve d'une volonté politique réelle et d'utiliser efficacement les fonds disponibles. Les difficultés que le Burundi rencontre dans son processus de développement ne sont pas exceptionnelles, mais l'histoire spécifique du pays rend nécessaire la mise en œuvre urgente de mesures visant à améliorer les conditions de vies désastreuses des jeunes. ■